



AGENCE : ROCHEFORT
Votre interlocuteur Apave : Younas
DABDOUBI
Email : younas.dabdoubi@apave.com
Tél : 0612204623

MINISTERE DE LA JUSTICE
A l'attention de : nicolas SOUCHAUD
Email : nicolas.souchaud@justice.gouv.fr
Tél : 06 34 45 02 00



RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

PROJET DE RELOGEMENT DE SERVICES AU SEIN DU BATIMENT DE L'EX- TRIBUNAL D'INSTANCE - LA ROCHELLE



N° D'AFFAIRE : C23019559
N° CHRONO : 3

ANNULE ET REMPLACE LE
RAPPORT N° 2 DU 15/04/2024

CE RAPPORT
A ETE VALIDE PAR LE
CHARGE D'AFFAIRE LE
26/04/2024

SIGNATURE
SARRAZY Christophe

CHANTIER
RUE JERICHO

17000 LA ROCHELLE



**SANS
OBSERVATIONS**

Ce rapport comporte 29 pages

Retrouvez votre actualité sur www.apave.com

Date : 26/04/2024

Apave Infrastructures et Construction France, Société par actions simplifiée
sis 6 Rue du Général Audran 92412 COURBEVOIE cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 903 869 071

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
P1	Solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
STI	Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie
Hand-ERP	Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées
Hand-T	Accessibilité des lieux de travail aux personnes handicapées
F	Fonctionnement des installations
PHa	Isolation acoustique dans les bâtiments non soumis
Th	Isolation thermique et économies d'énergie

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;

- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant ces existants.

P1 -

SEI - Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isollements et les intercommunications ;
- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

STI - Sont exclus de la prestation :

- La solidité des ouvrages ou éléments d'équipement qui est réputée acquise ;
- La protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les équipements de travail (levage, machine) et leurs dispositifs d'accès ;
- La vérification des ouvrages au regard de la réglementation ICPE (code de l'environnement Livre V –Titre 1er et décrets d'application) ;
- Les installations de production d'énergie électrique et leurs raccordements (éolien, photovoltaïque) ;
- Les vérifications relatives au respect des dispositions de protection vis-à-vis des risques naturels (foudre, ...) et technologiques.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

Hand-ERP - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- L'établissement de l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité, prévue par l'article L. 122-9 du CCH,
- L'accessibilité des lieux de travail au personnel handicapé en application des articles R.4214-26 à R.4214-29 et R.4217-2 du code du travail, qui relève de la mission HAND-T,
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapés en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH, qui relève de la mission HAND-H.

Hand-T - Sont exclus de la prestation :

- L'accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées en application des articles R. 162-9 à R. 162-13 du CCH, qui relève de la mission HAND-ERP,
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapés en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH, qui relève de la mission HAND-H.

F - "Sont exclus de la prestation :

- Les niveaux d'éclairage des locaux,
- Les systèmes de production d'énergie électrique (éolien, photovoltaïque), ainsi que les capteurs solaires contribuant à la production d'eau chaude,
- Les systèmes d'assainissement autonomes,
- La protection contre le bruit et les vibrations,
- Les évacuations des produits de combustion,
- Les paramètres de performance des ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants,
- La qualité environnementale, l'efficacité énergétique, la contamination bactériologique, la compatibilité électromagnétique, la qualité des énergies, la surtension d'origine atmosphérique,
- La performance de la production locale d'énergie, utilisée sur site,
- Les installations et systèmes d'échanges d'informations et de commandes en vue du pilotage à distance, ainsi que les systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments prévus à l'article R.175-2 du CCH,
- La présence d'Apave lors de la réalisation des mesures et essais."

PHa - "Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- L'examen des dispositions du projet par référence aux exigences autres qu'isolation acoustique, notamment confort et ambiance acoustique des salles,
- La réalisation d'essais et mesures,
- Les nuisances phoniques générées par l'ouvrage objet du contrat,

- La protection de l'ouvrage contre les bruits de voisinage, les vibrations, bruits des installations classées (ICPE) propres ou extérieures au bâtiment,
- L'examen des équipements (matériels d'atelier et/ou à usage professionnel), et ceux destinés à la production/alimentation d'énergie électrique du bâtiment,
- La vérification du fonctionnement des équipements techniques pouvant avoir un impact sur les mesures acoustiques."

Th -

Ce Rapport est partiel :

Sauf installations électriques

Suivi des versions du rapport

Version	Synthèse des versions du rapport	N° chrono
1	Création du document	2
2		3

Ce rapport annule et remplace le rapport N°2 du 15/04/2024

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	5
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	6
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	7
4. SYNTHESE DES AVIS	8
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	10
6. DOCUMENTS EXAMINES	29
7. DIFFUSION	29

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

PROJET DE RELOGEMENT DE SERVICES AU SEIN DU BATIMENT
DE L'EX-TRIBUNAL D'INSTANCE
Relogement du Conseil de Prud'Hommes

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 05/06/2023

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Montant prévu des travaux : Non communiqué

Classement réglementaire :

- ERP de 4ème catégorie : W

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : MINISTERE DE LA JUSTICE
36 RUE SERVANDONI
33000 BORDEAUX

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :

Bureau : Public, administrations

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX



Le projet consiste à la réalisation d'une extension comprenant les services du tribunal judiciaire en RDC avec une extension en R+1 pour la relocalisation du conseil des Prud'hommes y compris les aménagements traitant des travaux du nouveau parvis arboré, de voirie et de cheminement extérieurs

permettant l'accessibilité PMR (Personnes à Mobilité Réduite) depuis la rue et la zone de stationnement. Ceux-ci consistent à :

- Création d'une extension ;
- Réhabilitation d'un bâtiment existant ;
- Aménagement d'un nouveau parvis arboré ;
- Requalification du stationnement existant dont une place PMR ;
- Aménagement d'un accès piéton PMR desservant la cour arrière ;
- Aménagement de zones paysagères.

3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION

3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES

Compte tenu des enjeux de l'opération pour le maître d'ouvrage et des risques identifiés, nous recommandons à la maîtrise d'ouvrage les missions complémentaires suivantes

4. SYNTHESE DES AVIS

4.1 PAR OUVRAGE

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique nos avis sur ouvrage dans le cadre des missions confiées



ENVIRONNEMENT ET GEOGRAPHIE

Contraintes climatiques



OUVRAGE PARTICIPANT A LA PERFORMANCE ENERGETIQUE

Dispositions générales



STRUCTURE METALLIQUE

Dispositions générales



Stabilités



Poutres



TERRASSE ETANCHEE INACCESSIBLE



OUVRAGE PARTICIPANT A LA PERFORMANCE ACOUSTIQUE

Dispositions générales



Séparatif vertical



Menuiseries extérieures,
fermetures



Cloisons, doublages, isolations



STRUCTURE BETON

Dispositions générales



STRUCTURE BOIS

Dispositions générales



Charpente industrialisée



COUVERTURE EN PETITS ELEMENTS

Dispositions générales ☒

Revêtement autoprotégé ☒



MENUISERIES EXTERIEURES

Dispositions générales ☒

En PVC ☒



DOUBLAGES

Dispositions générales ☒



MENUISERIES INTERIEURES

Dispositions générales ☒



SOL SOUPLE

Dispositions générales ☒

Collé sur chape adhérente ☒

Dispositions générales ☒



CLOISONS

Dispositions générales ☒



PLAFONDS SUSPENDUS

Dispositions générales ☒

Faux-plafonds ☒



CARRELAGE OU PIERRE NATURELLE

Dispositions générales ☒

Collé(e) sur chape isolée ☒

5. AVIS AU STADE CONCEPTION

5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

5.2 AVIS SUR LES OUVRAGES

OUVRAGES/LOCALISATIONS		AVIS	
ENSEMBLE DU BATIMENT / TOUS LES OUVRAGES			
ENVIRONNEMENT ET GEOGRAPHIE			
Contraintes climatiques	F		
OUVRAGE PARTICIPANT A LA PERFORMANCE ACOUSTIQUE			
Dispositions générales	F		
Séparatif vertical	F		
Menuiseries extérieures, fermetures	F		
Cloisons, doublages, isolations	F		
OUVRAGE PARTICIPANT A LA PERFORMANCE ENERGETIQUE			
Dispositions générales	F		
STRUCTURE			
STRUCTURE BETON			
Dispositions générales	F		
STRUCTURE METALLIQUE			
Dispositions générales	F		

OUVRAGES/LOCALISATIONS		AVIS	
Stabilités	F		
Poutres	F		
STRUCTURE BOIS			
Dispositions générales	F	N°02 - 1	Les bois seront traités préventivement en atelier avec un produit fongicide et insecticide certifié CTB-P+
Charpente industrialisée	F		
ETANCHEITE DE TOITURE			
TERRASSE ETANCHEE INACCESSIBLE			
Dispositions générales	F		
Revêtement autoprotégé	F		
COUVERTURE			
COUVERTURE EN PETITS ELEMENTS			
Dispositions générales	F		
MENUISERIES EXTERIEURES			
MENUISERIES EXTERIEURES			
Dispositions générales	F		

OUVRAGES/LOCALISATIONS		AVIS	
En PVC	F		
DISTRIBUTION			
CLOISONS			
Dispositions générales	F		
DOUBLAGES			
Dispositions générales	F		
PLAFONDS SUSPENDUS			
Dispositions générales	F		
Faux-plafonds	F		
MENUISERIES INTERIEURES			
Dispositions générales	F		
REVETEMENTS DE SOL INTERIEURS			
CARRELAGE OU PIERRE NATURELLE			
Dispositions générales	F		
	F	N°O18 - 1	
		Classement U4 P4 E3 C2	
Collé(e) sur chape isolée	F		

OUVRAGES/LOCALISATIONS		AVIS
SOL SOUPLE		
Dispositions générales	F	
Collé sur chape adhérente	F	

5.3 Avis sur exigences réglementaires – Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

EXIGENCES/LOCALISATION	AVIS
DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC - Art. GN	
CLASSEMENT DES ETABLISSEMENTS (GN1 à 3)	
Classement des établissements (GN1) <div data-bbox="891 627 913 651">F</div>	<div data-bbox="992 627 1081 651">N°E2 - 1</div> <div data-bbox="1142 683 1576 762"> Effectif du public déclaré :205 personnes Effectif du personnel : 25 Personnes Activités prévues : Bureaux </div> <div data-bbox="1142 818 1729 842"> CLASSEMENT PROPOSE : 4ème catégorie Type :W </div> <div data-bbox="1142 898 1827 922"> Classement à confirmer par la sous-commission de sécurité </div>
ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE ET CAS PARTICULIERS D'APPLICATION DU REGLEMENT (GN4 à 10)	
Procédure d'adaptation des règles de sécurité (GN4) <div data-bbox="264 1169 757 1217"> Prescriptions techniques en aggravation ou en minoration du règlement de sécurité </div>	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E85 - 2
		Avis de la commission de sécurité (avis favorable).
Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation (GN8)	F	N°E92 - 2
		Des flashs sont installés dans l'ensemble des sanitaires publics et privés.
CONSTRUCTION APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIERES CATEGORIES - Art. CO		
ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS (CO6 à 10)		
Classement du risque d'incendie (CO6)	F	
Isolement latéral entre un établissement recevant du public et les tiers contigus (CO7)		
Dispositions d'isolement des façades et des toitures (§2 et §3)		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E86 - 2
		<p>Selon l'état existant du mur maçonné de façade, il peut être considéré CF 1H.</p> <p>Pour le mur de façade du tiers, le mur en maçonnerie d'une épaisseur de 40cm peut également être considéré CF 1H.</p>
Isolement entre un établissement recevant du public et les bâtiments situés en vis-à-vis (CO8)	F	
RESISTANCE AU FEU DES STRUCTURES (CO11 à 15)		
Résistance au feu des structures et des planchers (CO12)		
Résistance au feu des éléments principaux de structure (§1)		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E88 - 1 ERP 4ème catégorie dont le plancher bas du niveau le plus haut situé à moins de 8 mètres du sol => stabilité au feu des structures exigée SF de degré 1/2 h / plancher CF de degré 1/2 h Il est prévu structure SF 1h et planchers CF 1H
COUVERTURES (CO16 à 18)		
Protection de la couverture par rapport à un feu extérieur (CO17)	F	
FACADES (CO19 à 22)		
Réaction au feu des composants et équipements de façade (CO20)	F	
DISTRIBUTION INTERIEURE ET COMPARTIMENTAGE (CO23 à 26)		
Caractéristiques des parois verticales et des portes (cloisonnement traditionnel et secteur) (CO24)		
Cloisonnements traditionnels (§1)		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E91 - 1
		Stabilité au feu des structures et plancher exigée SF 1/2h => Cloisonnement traditionnelle exigé CF 1H
		Il est prévu un cloisonnement traditionnel CF 1H
LOCAUX NON ACCESSIBLES AU PUBLIC, LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS (CO27 à 29)		
Locaux à risques particuliers importants (CO28 §1)	F	
Locaux classés à risques particuliers moyens (CO28 §2)	F	
DEGAGEMENTS - DISPOSITIONS GENERALES (CO34 à 42)		
Calcul des dégagements (CO38)		
Nombre et largeur des dégagements (§1 et 2)	F	
DEGAGEMENTS - ESCALIERS (CO49 à 56)		
Répartition des escaliers et distances maximales à parcourir (CO49)	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
Répartition des escaliers (§1)	F	
Distance maximale à parcourir (§2)	F	
Conception des escaliers (CO50)		
Continuité des escaliers (§1)	F	
Escaliers droits (CO55)	F	
Escaliers tournants (CO56)	F	
ESPACES D'ATTENTE SECURISES (CO57 à 60)		
Les solutions équivalentes (CO57)		
Concept de zone protégée	F	
AMENAGEMENTS INTERIEURS, AGENCEMENT PRINCIPAL ET MOBILIER - Art. AM		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS (AM2 à 8)			
Produits et matériaux de parois (AM2)	F		
Parois des dégagements protégés (AM3)	F		
Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux (AM4)	F		
GROS MOBILIER, AGENCEMENT PRINCIPAL, AMENAGEMENT DE PLANCHERS LEGERES EN SUPERSTRUCTURE (AM15 à 20)			
Principe général de réaction au feu (AM15)	F		
Disposition du gros mobilier et de l'agencement principal (AM16)	F		
INSTALLATIONS AUX GAZ COMBUSTIBLES ET AUX HYDROCARBURES LIQUEFIES - Art. GZ	SO		
INSTALLATIONS ELECTRIQUES - Art. EL			

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
DISPOSITIONS GENERALES (EL1 à 4)	F	
ECLAIRAGE - Art. EC		
DISPOSITIONS GENERALES (EC1 à 5)		
Appareils d'éclairage (EC5)	F	
INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINES A LA RESTAURATION - Art. GC	SO	
MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE - Art. MS		
APPAREILS MOBILES ET MOYENS DIVERS (MS38 à 40)		
Caractéristiques (MS38)	F	
ADMINISTRATIONS, BANQUES, BUREAUX (TYPE W) - Art. W		
GENERALITES (W1 à 2)		
Établissements assujettis (W1)	F	
Calcul de l'effectif (W2)	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
CONSTRUCTION (W3 à W7)		
Conception de la distribution intérieure (W3)	F	
Locaux à risques particuliers (W4)	F	
MOYENS DE SECOURS ET CONSIGNES (W11 à 16)		
Moyens d'extinction (W11)	F	

5.4 Avis sur exigences réglementaires – Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC NEUFS - Arrêté du 20/04/2017		
CHEMINEMENTS EXTERIEURS (Art. 2)		
Généralités		
Cheminement usuel ou un des cheminements usuels accessible de l'accès au terrain jusqu'à l'entrée principale du bâtiment	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
Largeur $\geq 1,40\text{m}$	F	
Pentes		
Existence de pente à chaque dénivellation du cheminement accessible aux personnes en fauteuil roulant	F	
Caractéristiques des paliers de repos	F	
Seuils et ressauts	F	
Ressaut $\leq 2\text{cm}$ (ou 4cm si pente $\leq 33\%$)	F	
ACCES AU(X) BATIMENT(S) OU A L'ETABLISSEMENT ET AUX LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC (Art. 4)		
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible	F	
Entrée principale facilement repérable	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES (Art. 6)		
Largeur $\geq 1,40\text{m}$	F	
Dévers $\leq 2\text{ cm}$	F	
Pentes		
Pente $\leq 4\%$	F	
Seuils et ressauts		
$\leq 2\text{cm}$ (ou 4cm si pente $\leq 33\%$)	F	
Espaces de manoeuvre de porte		
Emplacements	F	
Dimensions	F	
Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES (Art. 7)			
Escaliers utilisables dans les conditions normales de fonctionnement	F		
Largeur entre mains courantes $\geq 1,20\text{m}$	F		
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC SITUES DANS UN CADRE BATI EXISTANT ET DES INSTALLATIONS EXISTANTES OUVERTES AU PUBLIC - Arrêté du 8/12/2014		F	
CHEMINEMENTS EXTERIEURS			
Généralités	F		
Cheminement accessible, repère continu, visuellement contraté, détectable à la canne blanche ou au pied	F		
Largeur mini de 1,20m	F		
Dévers $\leq 3\%$	F		
Pentes	F		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
Seuils et ressauts	F	
ACCES AU(X) BATIMENT(S) OU A L'ETABLISSEMENT ET AUX LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC (Art. 4)		
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible	F	
Entrée principale facilement repérable	F	
CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES (Art. 6)		
Largeur mini de 1,20m	F	
Rétrécissements ponctuels entre 0,90 et 1,20m	F	
Dévers inférieur ou égal 3%	F	
Pentes	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES (Art. 7)			
Escaliers utilisables dans les conditions normales de fonctionnement	F		
Dimension des escaliers existants conservées	F		
Mains courantes	F		
Contremarches de 10cm mini pour la 1ère et la dernière marche visuellement contrastées par rapport aux marches	F		
Nez de marches :	F		
Ascenseurs	F		

6. DOCUMENTS EXAMINES

Réf ou n°	Intitulé du document	Indice	Reçu le
	Plan Etage		22/09/2023
	Plan RDC		22/09/2023
	Notice de sécurité incendie		22/09/2023

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

MINISTERE DE LA JUSTICE
Nicolas SOUCHAUD
nicolas.souchaud@justice.gouv.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :

GDV ARCHITECTES
Aimeric AUDEBEAU
audebeau@gdvarchitecture.com